



**mouvement
écologique**

Le contrôle de durabilité pour les décisions gouvernementales : Un premier pas - mais il y a du travail à faire !

Le Mouvement Ecologique salue vivement l'introduction récente par le gouvernement d'un « contrôle de durabilité » pour les décisions gouvernementales. Celui-ci est réclamé depuis longtemps par le Mouvement Ecologique : en effet, en 2010 (!), le Mouvement Ecologique a organisé la première conférence à Luxembourg sur ce thème, avec le Dr Klaus Jacob, politologue et directeur de recherche du centre de recherche sur la politique environnementale de l'Université libre de Berlin. À partir de ce moment, l'idée a fait son chemin, du moins en théorie, et est apparue dans les différents accords de coalition, mais sans être mise en œuvre jusqu'à présent.

Après 13 ans, nous y sommes enfin. On peut certainement le qualifier de progrès. Certaines dispositions du « Nohaltegekeetscheck » sont à saluer : il doit être établi et publié de manière transparente pour chaque texte de loi et comprend les dix champs thématiques du développement durable (de la santé à l'économie inclusive en passant par l'utilisation du territoire et la protection du climat). De plus, un site Internet spécifique propose des textes de référence (stratégies gouvernementales, etc.) pour chacun des thèmes, qui doivent servir de base de mesure lors de l'élaboration du contrôle.

Mais malheureusement, aucun échange entre le gouvernement et la société civile n'a eu lieu avant l'adoption. Cela aurait certainement servi la cause.

Il est regrettable que le contrôle de durabilité présente également des faiblesses centrales.

Le principal défaut : l'absence de liste de critères et d'indicateurs et des formulations beaucoup trop générales et peu concrètes pour les différents thèmes. Il en résulte une trop grande marge d'appréciation. Ainsi, les auteur.e.s d'un projet de loi ne doivent répondre qu'à une seule question très générale par domaine thématique, à savoir : « Le projet entraîne-t-il des améliorations dans le domaine mentionné ? »

Prenons un exemple : dans le domaine de l'aménagement du territoire, on peut lire : « *Planifier et coordonner l'utilisation du territoire* ». Il n'y a pas d'indicateurs et de critères précis obligatoires sur lesquels l'évaluation doit se baser.

On est curieux de voir ce que les auteurs écrivent dans le projet de loi sur un nouveau projet routier. Et qu'écriraient les auteur.e.s de la réforme de la politique agricole, unanimement critiquée dans les

milieux de la protection de la nature, dans le chapitre « arrêter la dégradation de l'environnement et respecter les capacités des ressources naturelles » ? Car ils devraient être convaincus de leur réforme. Cela devrait tout de même donner lieu à des discussions.

Certes, certains critères et un « plan d'orientation » sont joints au contrôle, mais leur prise en compte et leur application ne sont malheureusement pas obligatoires ! De plus, ces critères ne contiennent que des formulations « positives ». Cela signifie qu'il faut uniquement indiquer dans quelle mesure un projet apporte une contribution « positive », par exemple à la protection du climat. Or, dans un contrôle de durabilité digne de ce nom, il devrait s'agir d'indiquer le plus concrètement possible les conséquences positives et négatives du point de vue de la durabilité (à la manière d'une analyse des points forts et des points faibles).

Il aurait donc été indispensable de doter le contrôle d'indicateurs clairs et contraignants dans des domaines thématiques essentiels, au lieu de fixer l'évaluation plutôt sur des déclarations générales. Il est urgent d'y remédier !

Dans une première phase, il aurait été nécessaire de définir plus clairement à l'extérieur dans quelle mesure l'élaboration du contrôle de durabilité est accompagnée par des expert.e.s et évaluée systématiquement. Il est également indispensable de contrôler en permanence dans quelle mesure les contrôles répondent aux exigences de la transition vers la durabilité.

L'introduction du contrôle de durabilité laisse donc des sentiments mitigés : elle doit être considérée comme une étape sur la bonne voie, mais le risque est très élevé que l'utilisation du contrôle se transforme en une simple procédure alibi.

La crédibilité du nouveau gouvernement se manifestera également par sa volonté d'effectuer une analyse honnête après un certain nombre de contrôles réalisés - et d'en discuter avec les actrices et les acteurs, entre autres de la société civile - afin de déterminer si les objectifs de durabilité ont pu être atteints ou s'il n'est pas urgent de procéder à des améliorations.

Le Mouvement Ecologique attend des partis qu'ils intègrent cette proposition dans leurs programmes électoraux et qu'elle soit ancrée dans le prochain accord de coalition.

Luxembourg, le 1er juin 2023